

**TE38****BUREAU du 24 novembre 2025****DÉCISION N°2025-105****Objet : Batiwatt - Adhésions**

**Assistaient à la séance :** Monsieur le Président, Bertrand LACHAT et Mesdames et Messieurs Jean-Marc LANFREY, Maryline SILVESTRE, Frédérique FERRARIS et Bernard JARLAUD, Vice-présidents thématiques, et Madame et Messieurs, Marylin ARNDT, Denis DELAGE, Maurice DELPHIN, Bernard GUILLARME, François GUILLIER, Bernard JULLIEN, Patrick KAITANDJIAN, Jean-Michel LEFRANCOIS, Guido MARTOIA, Alain MEUNIER, Emmanuel MONTAGNON, Daniel PAILLOT, Gilbert POMMET, Jacques RABIET, Patrick ROSSI, Michel SALVI, Michel TOSCAN, Daniel TRICOIRE et Philippe ZUCCARELLO, membres du Bureau.

**Vu**, la délibération n°2018-113 du 11 décembre 2018 relatives aux nouvelles modalités d'exercice du Conseil en énergies ;

**Vu** la délibération n°2024-090 en date du 23 septembre 2024 relative au service d'accompagnement à la maîtrise de la demande en énergie Batiwatt ;

Il est rappelé aux membres du Bureau le fonctionnement Batiwatt porté par TE38 et de ses modalités d'adhésion.

À ce jour, 5 collectivités ont sollicité leur adhésion au service Batiwatt de TE38 :

Collectivité	Territoire	Type de BATIWATT	Date délibération	Date d'effet
<b>SAINT ONDRAS</b>	2	Initial	22/09/2025	01/01/2026
<b>HIERES SUR AMBY</b>	1	Initial	16/01/2025	01/01/2026
<b>VOUREY</b>	5	Initial	15/05/2025	01/01/2026
<b>SAINTE MARIE D'ALLOIX</b>	9	Initial	16/10/2025	01/01/2026
<b>LONGECHENAL</b>	4	Maîtrisé	21/10/2025	01/01/2026
<b>SEPTEME</b>	3	Initial	20/10/2025	01/01/2026

La commune de LONGECHENAL avait adhéré sur le niveau initial de Batiwatt le 13/01/2025. Elle a redélibéré pour passer à Batiwatt maîtrisé à partir du 01/01/2026.

Ces nouvelles adhésions Batiwatt portent le nombre total à **58**.

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau, à l'unanimité :

### DÉCIDENT

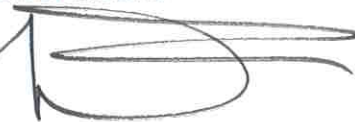
- D'accepter l'adhésion au service Batiwatt des collectivités susmentionnées à compter du 01 janvier 2026



Fait et délibéré en séance

**Le Président**

**M. Bertrand LACHAT**



*Monsieur le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication, devant le Tribunal administratif de Grenoble sis 2 place de Verdun à GRENOBLE (38000)*